



Premier ministre

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 25 février 2019

**Conférence de presse conjointe de M. Édouard PHILIPPE, Premier ministre  
et de M. Soumeylou Boubèye MAÏGA, Premier ministre de la République du Mali  
Bamako, Mali  
Samedi 23 février 2019**

*Seul le prononcé fait foi*

Je voudrais vous dire combien je suis heureux d'être au Mali aujourd'hui, à la tête d'une délégation nombreuse avec des ministres, des parlementaires, des chefs d'entreprise, heureux à la perspective de rencontrer le président de la République dans quelques minutes, heureux aussi de vous retrouver, Monsieur le Premier ministre, après notre dernière rencontre à Paris au mois de juin dernier, heureux de célébrer à la fois l'intensité des relations qui prévalent entre la France et le Mali mais aussi, au-delà de cette histoire commune, au-delà des intérêts communs, de réfléchir à notre avenir commun.

Vous le savez, la France est solidaire avec le Mali dans sa lutte contre le terrorisme, et nous appuyons ces efforts qui tendent vers la réconciliation nationale. Nous faisons et nous ferons tout ce que nous pouvons pour soutenir le processus prévu par l'accord de paix conclu à Alger. C'est un bon texte. Il fixe une grande partie des solutions. Il est le fruit d'un travail collectif. L'Algérie, les pays de la région, l'Union africaine, l'Union européenne, les États-Unis ont tous appuyé ce processus.

Les choses avancent, des progrès indéniables ont été réalisés ces derniers mois sur les plans sécuritaire et politique. Les concertations entre les parties maliennes ont permis d'établir un climat de plus grande confiance. Nous considérons que nous devons saluer ces progrès et être tous ensemble mobilisés pour que ces efforts puissent se poursuivre. Cela passe notamment par la poursuite du processus de décentralisation que vous avez évoqué, Monsieur le Premier ministre, par le développement des régions du Nord, par le respect des principes de l'accord, par l'accélération du processus de démobilisation, bref, par la mise en œuvre d'un texte complet qui exige à la fois un courage politique et une habileté politique évidente, mais je sais, Monsieur le Premier ministre, que vous ne manquez ni de l'un, ni de l'autre.

Dans quelques semaines, nous serons confrontés à une décision importante, puisque le Conseil de sécurité de l'ONU évaluera la mise en œuvre de l'accord et, ce faisant, marquera une étape décisive. Tous les regards de la communauté internationale sont tournés vers le Mali, et seront, à la fin du mois de mars, tournés vers le Mali, et nous souhaitons, la France le

dit clairement, que cette fenêtre d'opportunité puisse être saisie pour que les processus engagés et conduits par le Gouvernement malien puissent se prolonger.

A l'occasion de ce déplacement, j'ai évidemment voulu avec Madame la ministre des Armées saluer l'engagement des militaires français sur le territoire malien dans le cadre de l'opération BARKHANE. Je me rendrai donc à Gao. C'est plusieurs centaines d'hommes et de femmes qui, depuis désormais de longs mois, s'engagent ici dans un combat dont nous savons qu'il est un combat d'intérêt commun et je le redis avec force et il me reviendra d'avoir l'honneur de les saluer.

Vous avez évoqué Monsieur le Premier ministre, à juste titre, le fait que le combat pour la sécurité se livre aujourd'hui mais que le combat pour la sécurité de demain il est tout entier contenu dans les efforts que nous pouvons mettre en œuvre pour garantir le développement économique et pour assurer la formation de la jeunesse, de nos jeunes, de la jeunesse malienne. C'est la raison pour laquelle j'ai voulu donner à ce déplacement une dimension qui soit non seulement politique avec ces entretiens, non seulement sécuritaire et militaire avec l'opération BARKHANE, mais aussi une très forte connotation économique car c'est là que se joue aussi notre sécurité demain.

J'ai eu l'occasion ce matin, et je m'en suis réjoui, de visiter le chantier de captation et ensuite de production d'eau potable de Kabala, c'est un chantier considérable, l'un des plus grands chantiers en la matière dans toute l'Afrique de l'Ouest. Il est en partie financé par l'Union européenne et par la France et je me réjouis, Monsieur le Premier ministre, que les autorités maliennes aient fait confiance à des entreprises françaises pour le conduire à son terme. C'est un acte de confiance et c'est évidemment un projet majeur pour penser le développement urbain de Bamako.

Je me réjouis aussi que, juste avant cette conférence de presse, des contrats aient pu être signés entre des acteurs économiques français et maliens. Ça n'est pas une petite chose à laquelle nous avons assisté Monsieur le Premier ministre puisque près de 85 millions d'euros d'accords ont été signés, notamment par l'AFD, avec je le note un programme de soutien aux services d'eau potable dans les villes secondaires maliennes et un programme de formation professionnelle qui correspond en partie à l'accent que vous placez systématiquement sur l'enjeu de formation, d'éducation de la jeunesse malienne qui est considérable et qui est évidemment une grande richesse de ce pays.

Et puis, je voudrais aussi pour consolider cette dynamique, à mesure que l'accord de paix produit ses bénéfices, dans le cadre de la décentralisation du pays, indiquer que l'AFD sera présente et devrait doubler ses interventions, actuellement en moyenne d'environ 80 millions d'euros par an, dans les années à venir. C'est un engagement fort que nous prenons, là encore il s'inscrit tout à fait dans la logique que vous avez évoquée.

Voilà ce que je voulais dire Monsieur le Premier ministre en vous disant que notre histoire commune, nos intérêts communs, la façon dont nous envisageons l'avenir doit nous permettre de regarder la situation avec lucidité, le combat n'est pas terminé, – mais avec confiance, car nous sommes je crois sur le chemin d'en relever l'ensemble des défis.

Je vous remercie.